

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 07/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FG NEGOCE**

4 IMP DU VAL CLAIR  
51100 Reims

Références : D3i 2025-929  
Code AIOT : 0100023233

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement FG NEGOCE implanté 4 impasse du Val Clair 51100 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'Inspection est en charge de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant en mars 2024. La visite d'inspection s'inscrit dans une volonté de reconnaissance des lieux décrits par le dossier.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FG NEGOCE
- 4 impasse du Val Clair 51100 Reims
- Code AIOT : 0100023233

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FG Négoce exploite plusieurs activités soumises à déclaration ou à déclaration contrôlée :

- Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux (2713-1) ;
- Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets dangereux, soit des batteries plomb usagées (2710-1) ;
- Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets non dangereux, soit des métaux/ferrailles (2710-2) ;
- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (2711-2).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Sans objet
4	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection demeure dans l'attente de la réception des rapports de contrôle périodique pour les rubriques n°2711 et n°2710-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5

<b>Thème(s) :</b> Autre, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état des stocks datant du jour de la visite ainsi que le bilan annuel de l'année 2024. Ces éléments n'appellent pas de commentaire.  Par sondage, l'Inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique pour la rubrique n°2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <p>Toutefois, il indique qu'un prestataire est venu le 17 septembre 2025, soit la veille de la visite d'inspection, pour procéder à ce contrôle. L'exploitant est dans l'attente de la réception du rapport.</p> <p>A la demande de l'Inspection, il a été présenté un échange de mail entre l'exploitant et le prestataire validant la date d'intervention et proposant un devis.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois : - un rapport de contrôle périodique pour la rubrique n°2711.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique pour la rubrique n°2710-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Toutefois, il indique qu'un prestataire est venu le 17 septembre 2025, soit la veille de la visite d'inspection, pour procéder à ce contrôle. L'exploitant est dans l'attente de la réception du rapport.</p> <p>A la demande de l'Inspection, il a été présenté un échange de mail entre l'exploitant et le prestataire validant la date d'intervention et proposant un devis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois : - un rapport de contrôle périodique pour la rubrique n°2710-1.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un registre de suivi des déchets au cours de la visite. Par sondage, l'Inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.  [...]  Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.  <b>Constats :</b>

L'exploitant a présenté des rapports de vérification des extincteurs pour les années 2023, 2024 et 2025.

Les rapports comportent les dates suivantes : 27/01/2023, 26/07/2024 et 05/09/2025. Le contenu de ces derniers n'appellent pas de commentaires.

Par sondage au cours de la visite terrain, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite